

**CONVENTION
DE SUBVENTIONNEMENT
N°4BNfde22
relative à la base nautique
« Centre de Loisirs Nautiques Asnelles
Gold Beach (CLNA) » située sur la
commune de ASNELLES**

**Destination
France** 
Base nautique d'avenir 

Entre :

Le Centre d'études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (Cerema), Etablissement Public de l'Etat placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés du développement durable, de l'urbanisme et des transports, institué par le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013, situé 25 AVENUE FRANÇOIS MITTERRAND – CS 92803 – 69674 BRON CEDEX, représenté par **Monsieur Sébastien DUPRAY**, Directeur de la Direction technique Risques, Eaux et Mer du Cerema, dûment habilité aux fins des présentes,

Désigné ci-après le « **Cerema** »,

d'une première part

Et :

La Communauté de Communes SEULLES TERRE et MER, dont le siège social est situé **10, Place Edmond PAILLAUD – 14480 CREUILLY-SUR-SEULLES**, représentée par **Monsieur Thierry OZENNE**, en sa qualité de **Président** dûment habilité aux fins des présentes,

Désigné ci-après le « **Bénéficiaire** »,

d'une seconde part

Ci-après désignés seuls ou conjointement la « **Partie** » ou les « **Parties** ».

- : -

Vu le régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2023, tiré des possibilités offertes par le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 (article 55) tel que modifié par les Règlements (UE) 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, enregistré par la Commission européenne sous le numéro 2020/04/025 et 2020/0740, et prolongé (jusqu'au 31 décembre 2023) sous la référence SA.58993 ;

Mis en ligne le 23/04/2025 à 10h03

REÇU EN PRÉFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Vu la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, notamment son article 43-IV ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment ses articles 9-1 et 10 ;

Vu la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le dossier n°**13147612** déposé le **29/06/2023** par le Bénéficiaire sur la plateforme « Démarches simplifiées » au titre de « Base nautique d'avenir- Dispositif d'aides **2023** au fil de l'eau pour accélérer la transition écologique et la modernisation des bases nautiques »

Les Parties conviennent de ce qui suit.

- : -

PREAMBULE

La mise en œuvre de la mesure relative aux ports de plaisance et aux bases nautiques du Plan Tourisme Destination France a été confiée au Cerema par le Secrétariat d'État chargé de la Mer dans le cadre de la convention n° Cerema/DP/2022/007 du 21 juillet 2022. Il s'agit pour la période 2022-2024 de mettre en place un dispositif d'attribution d'aides financières au bénéfice des ports de plaisance et des bases nautiques qui ont entamé des projets pour transformer leur modèle, notamment pour moderniser les infrastructures et les équipements, assurer leur transition écologique et en faire de véritables lieux d'accueil, de services, de convivialité et d'animation locale dans la perspective d'un tourisme durable et 4 saisons. Cette mesure est dotée d'un budget global de 30 M€.

Pour réaliser la mission qui lui est confiée pour le soutien aux bases nautiques, dite sous-mesure « Base nautique d'avenir », le Cerema s'appuie sur un Comité de pilotage, ci-après le « **CoPil** », spécifique, présidé par le Directeur des Affaires Maritimes de la Pêche et de l'Aquaculture (DGAMPA), ou son représentant, qui valide les règlements d'intervention des dispositifs d'aides et l'attribution des subventions.

La présente subvention est attribuée dans le cadre du dispositif d'aides au « fil de l'eau » pour accélérer la transition écologique et la modernisation des bases nautiques, ci-après le « **Dispositif d'aides au fil de l'eau** », dont le règlement d'intervention a été publié sur le site du Cerema le 06 février 2023.

La présente convention de subvention (ci-après : la « **Convention** ») a pour objet de définir le montant de la subvention et les modalités de son attribution.

- : -

ARTICLE 1 Objet de la Convention

1.1 Par la Convention, le Cerema s'engage à contribuer financièrement, suivant les modalités définies ci-après, aux activités éligibles décrites en annexe 1 à la Convention, ci-après : « **Aires de rinçage : création et équipements de sites dédiés et équipés de systèmes de récupération d'eau de rinçage de matériel, connexions des récupérations d'eau de rinçage à un système de traitement de l'eau, système de traitement de l'eau de rinçage** », qui ont été initiées, définies et mises en œuvre par le Bénéficiaire. Elles concernent la **base nautique « Centre de Loisirs Nautiques Asnelles Gold Beach (CLNA) »** située sur la commune de **ASNELLES**.

Le Bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre lesdites Activités éligibles.

Le soutien financier ainsi accordé aux Activités éligibles par le Cerema, s'inscrit uniquement dans le cadre d'objectifs publics d'intérêt général ; il n'induit pas l'expression d'un besoin spécifique et n'a donc ni pour objet, ni pour effet de conférer, à la Convention, la nature de contrat de la commande publique.

1.2 Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté de notification relatif aux aides en faveur des infrastructures sportives et des infrastructures récréatives multifonctionnelles pour la période 2014-2023, tiré des possibilités offertes par le règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 (article 55) tel que modifié par les Règlements (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, enregistré par la Commission européenne sous la référence SA.48740, et prolongé (jusqu'au 31 décembre 2023) sous la référence SA.58993.

1.3 L'aide, objet de la Convention, revêt un effet incitatif. Le Bénéficiaire certifie donc qu'à la date du dépôt de dossier de candidature à l'appel à projets, soit le **29/06/2023**, les travaux liés aux Activités éligibles décrites en annexe 1 n'ont pas commencé.

ARTICLE 2 Durée de la Convention

La Convention est conclue, à compter de sa signature, pour une durée de deux ans. La date limite de transmission des factures acquittées est fixée au 30/06/2025.

ARTICLE 3 Montant de la subvention

3.1 Le Cerema contribue financièrement pour un montant maximal de **31 540,00 EUR** pour la réalisation des Activités éligibles.

3.2 Les Activités éligibles sont susceptibles d'être subventionnées à des pourcentages différents selon la nature de l'activité et les éventuelles autres aides publiques accordées. Le pourcentage applicable à chacune des Activités éligibles est indiqué à l'annexe 1. Pour chacune des Activités éligibles, le montant maximal de la subvention accordée est déterminé par application du pourcentage applicable à l'Activité éligible au coût prévisionnel de l'Activité éligible indiqué à l'annexe 1. Le montant de la subvention pour les Activités éligibles correspond à la somme des subventions sur chacune des Activités éligibles.

3.3 Le montant de la subvention effectivement accordée est déterminé en fonction des dépenses réalisées.

Pour chacune des Activités éligibles, si le coût réalisé s'avère inférieur à l'estimation initiale, la subvention est réduite au prorata du coût réel des dépenses réalisées. Le montant total de subvention pour l'ensemble des Activités éligibles est recalculé. Il correspond à la somme des subventions sur chacune des Activités éligibles.

S'il apparaît, après l'achèvement des Activités éligibles, que le Bénéficiaire a reçu pour une ou plusieurs Activité(s) éligible(s) un montant cumulé de subventions publiques directes

dépassant le taux maximum d'intervention rappelé à l'Annexe 1, le montant de la subvention sera réduit à due concurrence.

3.4 La subvention prévue à l'article 3.1 de la Convention n'est acquise que sous réserve du respect par le Bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 4, 5, 6, 9 et 11 et des décisions du Cerema prises en application des articles 7 et 8, sans préjudice de l'application de l'article 12.

ARTICLE 4 Modalités de versement

La subvention prévue à l'article 3.1 de la Convention est versée selon les modalités suivantes :

4.1 La subvention est créditée au compte du Bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte ouvert au nom de :

Service de gestion Comptable de Bayeux – av. de la Vallée des Prés – 14404 BAYEUX (BDF)

N° IBAN : **FR79 3000 1002 44C1 4600 0000 083**

BIC : **BDFEFRPPCCT**

Correspondant au :

N° SIRET : **200 069 516 00074**

4.2 Le montant de la subvention est versé au Bénéficiaire à l'achèvement du projet sur présentation de l'ensemble des justificatifs produits conformément à l'article 5.1 attestant la réalisation des Activités éligibles.

4.3 Le Bénéficiaire s'engage à ne pas employer tout ou partie de la subvention reçue en subvention à des tiers et à ce que la subvention ne puisse en aucun cas donner lieu à profit.

La notion de subvention à des tiers s'entend d'un acte accordant à des personnes morales ou physiques autres que le Bénéficiaire tout ou partie de la somme perçue au titre de la Convention.

ARTICLE 5 Justificatifs

5.1 Le Bénéficiaire s'engage à fournir dans les six (6) mois suivant l'achèvement de la réalisation des Activités éligibles les documents ci-après :

- Un bilan qualitatif des Activités éligibles réalisées dans le cadre de la Convention ;
- Un portfolio présentant des photos des investissements subventionnés, réutilisable sans restriction par les services de l'Etat et leur délégataire (Cerema et ENVSN) pour les besoins de l'opération (communication) et les retours d'expériences. Pour les travaux, le portfolio inclura des photos du site avant travaux ;
- Un bilan quantitatif d'exécution final, certifié par le comptable public, présentant de façon lisible et détaillée, pour chacune des Activités éligibles, les dépenses réalisées, leur nature et date de réalisation et les éventuelles autres aides publiques accordées.

A défaut, le Cerema peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées dans les conditions définies à l'Article 7 de la Convention.

5.2 Les documents prévus à l'Article 5.1 sont à transmettre à l'adresse suivante :

pb.sg.dtecrem.cerema@cerema.fr

5.3 Le Bénéficiaire conserve un dossier détaillé sur la subvention qui contient toutes les informations et pièces justificatives nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans la Convention sont remplies, et les informations et pièces justificatives des dépenses permettant d'établir le montant exact des coûts éligibles afin d'appliquer les régimes d'aide exempté n° SA.59108.

Le dossier concernant la subvention est conservé jusqu'au 31 décembre 2033, sauf si le régime issu du règlement européen mentionné au visa de la Convention est prolongé auquel cas ce dossier est conservé pendant dix (10) ans suivant la date à laquelle le régime prolongé expirera.

5.4 Le Bénéficiaire constitue un portfolio « avant/après » sur les travaux réalisés utilisable sans restriction par les services de l'Etat et leur délégataire (Cerema) pour les besoins de l'opération (communication) et les retours d'expériences.

ARTICLE 6 Communication

6.1 Le Bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible les logos du Secrétariat d'État chargé de la Mer, du « Plan Tourisme Destination France » et du Cerema sur tous les supports et documents en rapport avec les Activités éligibles, ainsi que dans les démarches et actions (communication, formations, animations et publications) qui y sont liées.

ARTICLE 7 Sanctions

7.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la Convention par le Bénéficiaire sans l'accord écrit du Cerema, celui-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la Convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le Bénéficiaire et avoir entendu ses représentants.

7.2 Le Cerema informe le Bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 En cas de décision de reversement de la subvention au titre des articles 7.1 et 7.2 ci-dessus, celui-ci devra intervenir dans un délai de deux (2) mois maximum à compter de la notification de la décision par le Cerema au Bénéficiaire.

ARTICLE 8 Contrôle du Cerema

8.1 Le Bénéficiaire accepte que le Cerema ou tout autre organisme dûment mandaté par lui puisse contrôler l'utilisation qui a été faite de la subvention pendant toute la durée de la Convention ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter du paiement du solde de ladite subvention.

8.2 Le Cerema contrôle à l'issue de la Convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre des Activités éligibles. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Cerema peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles tels que déterminés par l'Article 3.2.

8.3 Lorsque le Bénéficiaire est une collectivité territoriale, le contrôle mentionné aux articles 8.1 et 8.2 s'exerce dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales.

ARTICLE 9 Evaluation des Activités

A des fins de retours d'expérience, le Bénéficiaire s'engage à :

- répondre à toute demande du Cerema ou de l'ENVSN relative à la transmission des caractéristiques des investissements réalisés et, le cas échéant, des résultats des dispositifs d'évaluation, du contrôle de leurs performances ;
- répondre aux demandes d'informations formulées par le Cerema ou de l'ENVSN dans les limites des Activités éligibles subventionnées ;
- donner l'accès au Cerema, ou à tout organisme mandaté par lui, aux installations en lien avec les Activités éligibles ;
- compléter une fiche de retour d'expériences sur les Activités éligibles subventionnées ;
- participer à des opérations de partage d'expériences à la demande du Cerema ou de l'ENVSN.

ARTICLE 10 Responsabilité

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les Activités éligibles sous sa responsabilité exclusive.

En conséquence, le Bénéficiaire relève et garantit le Cerema de toute réclamation, demande, recours ou action de tiers pour tout dommage ou préjudice (en ce compris les frais de défense raisonnables) qui résulterait d'une utilisation de la subvention non conforme à la Convention ou de manière générale qui résulterait de l'utilisation de la subvention au titre de la Convention.

ARTICLE 11 Avenant

11.1 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la Convention, le Bénéficiaire en informe le Cerema sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

11.2 La Convention ne peut être modifiée que par avenant sur demande écrite de l'une ou l'autre des Parties.

Les avenants font partie de la Convention et sont soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

Toute demande de modification de la Convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux (2) mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre Partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 Annexes

L'annexe 1 fait partie intégrante de la Convention.

ARTICLE 13 Résiliation de la Convention

En cas de non-respect par l'une des Parties de l'une de ses obligations résultant de la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux (2) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 14 Loi applicable – règlement des difficultés d'interprétation et d'exécution



La Convention est régie par le droit français.

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable et dans le respect du principe de bonne foi toutes les difficultés qui pourraient surgir dans l'interprétation ou l'exécution de la Convention.

Si elles n'y parviennent pas dans un délai de trois (3) mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties notifie à l'autre l'existence d'une difficulté, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Genève s/salles, le 26 février 2024

En deux exemplaires originaux,

<p>Pour le Cerema</p> <p>CEREMA Direction technique Risques, eaux et mer Le Directeur,  Sébastien DUPRAY</p> <p>Sébastien DUPRAY Directeur de la Direction technique Risques, Eaux et Mer</p>	<p>Pour le Bénéficiaire <i>de Président</i></p> <p> <i>57</i> Par déléation Le Vice-Président Christian GUESDON</p>
--	---

- : -

LISTE DES ANNEXES

Annexe n° 1 : Description des Activités éligibles et montant de subvention

- : -



ANNEXE 1

Description des Activités éligibles et montant de subvention

e Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les Activités éligibles suivantes :

Type d'Activité éligible	Dépenses éligibles	Assiette des dépenses éligibles Montant HT (EUR)	Taux de subvention (%)	Montant maximal de subvention (EUR)	Calendrier prévisionnel de réalisation	Commentaire
Aménagements de l'aire de rinçage et de lavage : récupération et traitement des eaux	Dalle de rinçage, modification et compléments aux réseaux d'eau pluviale	39 892,00€	50%	19 946,00€	01/10/2023 - 31/12/2023	
	Acquisition et installation d'un déshuileur en sortie de l'aire de rinçage					
Sécurisation des postes d'avitaillement des navires de la base nautique pour prévenir les pollutions accidentelles	Création d'un local technique destiné à recevoir des Hydrocarbures	5 141,00€	50%	2 571,00€		
Réduction de la consommation en eau potable : récupération et utilisation des eaux pluviales	Mise en place d'une citerne de 10.000 litres d'eau	15 038,00€	60%	9 023,00€		
Montant total		60 072,00€		31 540,00€		

MONTANT MAXIMAL DE SUBVENTION sur les Activités éligibles : 31 540,00 EUR

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE
le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025